



inFO DDi

Juillet 2014

Quand Matignon lance l'opération « diversion » ?

Sans aucune concertation préalable, le Premier ministre a annoncé une nouvelle vague de **Réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE)** lors du Conseil des ministres du 2 juillet – **la Réate 2 dont FO dénonçait la perspective depuis de longs mois !**

Au niveau régional, les ministères se voient dépossédés des liens avec leurs services déconcentrés et l'alignement sur une carte territoriale à 14 régions éloignera tous les services publics (État et collectivités) des usagers et citoyens.

Au niveau départemental et infra-départemental, l'État s'est retiré dans des proportions démesurées (le deux tiers des effectifs ont été supprimés dans les départements non préfecture de région). **L'égalité de droit est remise en cause** par l'absence de moyens pour des services publics de proximité a fortiori en cas de suppression des conseils généraux (ce que FORCE OUVRIÈRE rejette et combat).

Alors que, le 2 juillet 2014, le gouvernement indique que l'État « *verra ses responsabilités régaliennes et opérationnelles confortées dans son rôle de proximité vis-à-vis de l'utilisateur* », ce qui est indispensable, **une revue des missions de l'Etat est annoncée pour justifier de la suppression de nouvelles missions et effectifs et, le 3 juillet, les préfets des régions Alsace et Lorraine annoncent la suppression de plusieurs sous-préfectures...**

Décisions locales issues de commandes du ministre de l'Intérieur de l'époque fin 2013, qui devra se généraliser aux autres régions, tout comme l'orientation de placer les compétences ministérielles des DDI sous l'autorité directe des Sous-Préfets « survivants », en pleine crise identitaire et se raccrochant aux « maisons de l'Etat ».

Et pendant ce temps-là, comme si de rien n'était, Matignon continue à jouer sa petite musique – histoire de détourner l'attention des organisations syndicales des vrais sujets et des vrais lieux de décision ? - reportant au mois de septembre le comité technique prévu le 10 juillet et le reconvertissant en groupe d'échange à l'ordre du jour creux et incertain jusqu'au dernières heures le précédant, sans document préparatoire digne de ce nom.

Une réunion organisée dans les locaux de « France stratégie », dont les slogans pourraient faire sourire lorsque l'on parle de l'histoire des DDI (passée et à écrire!)...si des missions de service publics et agents les assurant n'étaient pas en jeu !



FORCE OUVRIERE, à l'image des agents des DDI, n'est pas dupe de ce qui se trame en coulisse, bien loin des lieux sensés jouer un rôle de dialogue social

FO continuera à défendre pied à pied les conditions de travail et de traitement des agents des DDI...

Ce qui a été fait en séance sur les questions de frais de déplacement, de nombre de cycles de mobilité, de situation administrative des agents faisant l'objet d' « échanges amiables » entre DDI sans aucun arrêté individuel ni passage en CAP, d'accompagnement des agents dont les missions sont supprimées....

...et saura prendre ses responsabilités en toute indépendance à l'instar de la récente conférence dite « sociale »

**Prochains épisodes conditionnels: 4 septembre : Groupe d'échange
18 septembre : Comité technique des DDI**

Fédération de l'Administration Générale de l'État – contact@fagefo.fr
Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnecfpfo@fr.oleane.com
Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@fets-fo.fr
Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris